PROCES-VERBAL

Conseil municipal du 16 Juillet 2024

Le seize juillet deux mille vingt-quatre à vingt heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie du Rouget, sous la présidence de Monsieur COMBELLE Gilles, Maire.

Secrétaire de la séance : Didier GOUZOU-THEODORE

Présents : Gilles COMBELLE, Christelle BEX, Jacqueline CABANNES, Lucie CANET, Frédéric CHARREIRE, Jean-Pierre FOUR, Bernard GEORGES, Didier GOUZOU-THEODORE, Cécile HOCHART, Laetitia LAGAT, Jean-Louis LAPEYRE, René LAPEYRE, Laetitia LEYBROS, Michel MAZET, Jean MOMBOISSE, Valérie QUENTIN, Michel VEYRINES, Stéphanie VIGIER.

Ordre du jour :

1. Aménagement d'un local commercial : avenants aux marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux.
2. Réhabilitation de la mairie : avenants aux marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux.
3. Travaux de sécurisation de la rue de Mazarguil : avenants aux marchés de travaux.
4. Eclairage public rue de Mazarguil (étude complémentaire) : fonds de concours.
5. Amendes de police 2024 : demande de subventions.
6. Projet éolien de l'Algoux : convention d'autorisation communale.
7. Autorisation de signature d'un acte authentique pour le passage de canalisations souterraines ENEDIS.
8. Adhésion au groupement de commandes porté par les syndicats départementaux d'énergies.
9. Zonage "France ruralités revitalisation" - Exonérations de fiscalité directe locale.
10. Décision modificative n°1 : budget principal 2024.
11. Attribution des subventions 2024 aux associations.
12. Modification intitulé de poste.
13. Adhésion au service de remplacement du centre de gestion de la fonction publique territoriale du Cantal.
14. Modification d'un emploi permanent : augmentation du temps de travail.
15. Création d'un emploi permanent.
16. Création de contrats de non titulaires.
17. Vente de pavillons locatifs « Polygone », lotissement de la Fontbelle : fixation du prix du terrain.
18. Proposition rachat matériels et licence IV, établissement "La Cantine".
19. Restauration des Rétables de l'église de Pers : choix des entreprises et demandes de subventions.
20. Mise à disposition de locaux commerciaux : signatures de baux avec assureur et opticien.
21. Acquisitions foncières : propriétés Curot / Toulzac et Selinge.
22. Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables.
23. Questions diverses : prolifération choucas des tours ; adhésion de la commune de Rouziers au SIVU de la Fontbelle.

Délibérations du conseil :

Réhabilitation d'un commerce, avenue du 15 septembre 1945 : avenant au marché de travaux (N° DE_2024_038)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les travaux de "réhabilitation d'un commerce" sont en cours au 32 avenant du 15 septembre 1945 et qu'au fur et à mesure de leurs avancements, il apparaît que certaines modifications ou ajustements doivent être réalisés.

Monsieur le Maire présente les avenants suivants correspondants à ces évolutions du chantier :

1/- Avenant n°2 au Marché lot n°1 : terrassement et VRD (LAPIERRE TP)

Objet : modification des réseaux

Montant initial du marché : 35 347,00 € HT

Montant de l'avenant n°1 : - 804,00 € HT

Montant de l'avenant n°2: 14 250,00 € HT

Nouveau montant du marché : 48 793,00 € HT

2/- Avenant n°2 au Marché lot n°2 : gros œuvre (SOULIER)

Objet : nettoyage et piquage plâtre non adhérent (partie Groupama)

Montant initial du marché : 168 987,37 € HT

Montant de l'avenant n°1: 37 235,14 € HT

Montant de l'avenant n°2: 1 365,98 € HT

Nouveau montant du marché : 207 588,49 € HT

3/- Avenant n°1 au Marché lot n°5 : menuiseries extérieures (MAZET)

Objet : suppression des habillages PAC et changement type de boîtes aux lettres

Montant initial du marché : 41 660,95 € HT

Montant de l'avenant n°1: - 5 526,00 € HT

Nouveau montant du marché : 36 134,95 € HT

Considérant que ces travaux supplémentaires sont nécessaires à la bonne exécution du chantier,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les avenants tels que présentés ci-dessus ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer ces avenants et à les notifier aux titulaires des marchés ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Réhabilitation d'un commerce, avenue du 15 septembre 1945 : avenant au marché de maîtrise d'œuvre (N° DE_2024_039)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que suite à la modification des travaux d'aménagement d'un local commercial et réhabilitations extérieures, il convient de prendre un avenant au marché de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement de maîtrise d'œuvre Atelier du Rouget Simon Teyssou et associés et IGETEC.

Montant initial du marché : 37 900,00 € HT

Montant de l'avenant n°1 : + 7 528,45 € HT

Montant actualisé du marché : 45 428,45 € HT

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **valide** cet avenant d'un montant de 7 528,45 € HT ;
- **autorise** Monsieur le Maire à le signer et à le notifier au titulaire du marché ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Réhabilitation de la Mairie : avenants aux marchés de travaux (N° DE_2024_040)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les travaux de réhabilitation du bâtiment « Mairie-Poste » sont en cours et qu'au fur et à mesure de leurs avancements, il apparaît que certaines modifications ou ajustements doivent être réalisés.

Monsieur le Maire présente les avenants suivants correspondants à ces évolutions du chantier :

1/- Avenant n°3 au marché lot n°07 : Menuiseries intérieures (CARRIER - VERGNE)

Objet : fourniture et pose de portes à claire voie : accès escalier des combles.

- Montant initial du marché : 221 492,56 € HT
- Montant de l'avenant n°1 : - 8 210,62 € HT
- Montant de l'avenant n°2 : 2 290,00 € HT
- Montant de l'avenant n°3 : 1 424,00 € HT
- Nouveau montant du marché : 216 995,94 € HT.

2/- Avenant n°2 au marché lot n°11 : serrurerie/charpente métallique (ACC)

Objet : modification occultation silo, suppléments pieds de tables salle du conseil, suppression grille ventilation et porte drapeau, collerette silo.

- Montant initial du marché : 37 135,00 € HT
- Montant de l'avenant n°1 : - 408,00 € HT
- Montant de l'avenant n°2 : 3 429,00 € HT
- Nouveau montant du marché : 40 156,00 € HT.

Considérant que ces travaux supplémentaires sont nécessaires à la bonne exécution du chantier,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les avenants tels que présentés ci-dessus ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer ces avenants et à les notifier au titulaire du marché ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Réhabilitation de la Mairie : avenant au marché de maîtrise d'œuvre (N° DE_2024_041)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que suite à la nouvelle consultation du lot 7 ainsi qu'au rallongement de la phase DET (17 mois à 23 mois) du chantier de réhabilitation de la Mairie et de la Poste, il convient de prendre un avenant au marché de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement de maîtrise d'œuvre Atelier du Rouget Simon Teyssou et associés et IGETEC.

Montant initial du marché : 161 356,00 € HT

Montant de l'avenant n°1 : 20 676,30 € HT

Montant de l'avenant n°2 : 15 000,00 € HT

Montant actualisé du marché : 197 032,30 € HT

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré:

Pour: 17 Contre: 1 Abstention: 0

- **valide** cet avenant d'un montant de 15 000,00 € HT ;
- **autorise** Monsieur le Maire à le signer et à le notifier au titulaire du marché ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Travaux de sécurisation de la rue de Mazarguil: avenants aux marchés de travaux (N° DE_2024_042)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les travaux "d'aménagement de la RD 7 " sont en cours rue de Mazarguil et qu'au fur et à mesure de leurs avancements, il apparaît que certaines modifications ou ajustements doivent être réalisés.

Monsieur le Maire présente l'avenant suivant correspondant à ces évolutions du chantier :

1/- Avenant n°1 au Marché lot n°1 : terrassement et réseaux (groupement COLAS - MATIERE)

Objet : terrassement complémentaire de la structure de chaussée ; accès à la maison de retraite.

Montant initial du marché : 360 618,50 € HT

Montant de l'avenant n°1 : 49 120,35 € HT

Nouveau montant du marché : 409 738,85 € HT.

2/- Avenant n°1 au Marché lot n°2 : voirie (groupement COLAS - MATIERE)

Objet: accès maison de retraite; modification de matériaux pour les revêtements de trottoirs et signalisation renforcée.

Montant initial du marché : 481 669,50 € HT

Montant de l'avenant n°1 : 58 290,13 € HT

Nouveau montant du marché : 539 959,63 € HT.

Considérant que ces travaux supplémentaires sont nécessaires à la bonne exécution du chantier,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les avenants tels que présentés ci-dessus ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer ces avenants et à les notifier au titulaire du marché ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Eclairage public rue de Mazarguil: fonds de concours (compléments) (N° DE_2024_043)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que dans le cadre de l'aménagement de la rue de Mazarguil, des travaux complémentaires relatifs à l'éclairage public peuvent être réalisés par le Syndicat Départemental d'Energies du Cantal (AN 115 - AN 120). Le montant total de l'opération s'élève à 6 740,00 € HT.

En application de la délibération du comité syndical en date du 7 décembre 2009, ces travaux ne seront entrepris qu'après acceptation par la commune d'un versement d'un fonds de concours de 50 % du montant HT de l'opération, soit :

- 1 versement au décompte des travaux.

Ce fonds de concours entrera dans le calcul de l'assiette de la contribution de la commune en application des règles du Syndicat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les dispositions techniques et financières du projet ;
- **autorise** Monsieur le Maire à verser le fonds de concours ;
- **décide** de procéder aux inscriptions budgétaires nécessaires à la réalisation de ces travaux ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Demande de subvention au titre du programme des « Amendes de Police 2024 » (N° DE_2024_044)

Monsieur le Maire explique que le Conseil départemental est chargé de procéder à la répartition des « Amendes de Police » en faveur des communes.

Monsieur le Maire propose de solliciter une subvention au titre de ce programme pour acquérir :

- des panneaux de signalisation verticale à mettre en place dans le cadre des aménagements de modération de la vitesse sur la rue de Mazarguil (RD n°7);
- les panneaux de signalisation routière afin de poursuivre les actions de sensibilisation préventive sur le réseau routier de la commune.

Le montant total des travaux est estimé à 7 000,00 € HT.

Monsieur le Maire présente le plan de financement prévisionnel comme suit :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Montant HT	Taux
Signalisation verticale, RD 7 - rue de Mazarguil	4 500,00	Conseil départemental	1 750,00	25,00%
Panneaux signalisation routière	2 500,00	Autofinancement	5 250,00	75,00%
Total	7 000,00	Total	7000,00	100,00%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** le projet d'acquisition de panneaux de signalisation routière ainsi que le plan de financement prévisionnel tels que présentés ;
- **sollicite** le Conseil départemental pour l'obtention d'une subvention à hauteur de 1 750,00 € au titre du programme des « Amendes de Police 2024 » ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Projet éolien de l'Algoux: convention d'autorisation communale (N° DE_2024_045)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code Général des propriétés des personnes publiques,

Vu la note de synthèse fournie avec la convocation des membres du conseil municipal, conformément à l'article L.2121-12 du CGCT,

Vu le document d'information précontractuelle fourni aux membres du conseil municipal, conformément au code de la consommation,

Vu le projet de la convention d'autorisation de survol, de passage de véhicules de chantier ou de transport et de passage de câbles,

Vu l'exposé par lequel Monsieur le Maire énonce que :

- la société ferme éolienne de l'Algoux envisage l'implantation d'un parc éolien sur un site composé de divers terrains situés sur le territoire de la commune.
- afin de permettre la réalisation de ce parc éolien, la société ferme éolienne de l'Algoux s'est rapprochée de la commune aux fins de conclure une convention d'autorisation, de survol, de passage de véhicules de chantier ou de transport et de passage de câbles des chemins dont la commune est propriétaire.
- cette convention doit assurer la société ferme éolienne de l'Algoux, dans l'hypothèse où le parc éolien serait construit, à utiliser les chemins pour accéder au site du parc éolien, à faire passer les câbles nécessaires au raccordement du parc éolien sous la voirie et à survoler les chemins identifiés par la convention.
- le Maire donne lecture du projet de convention.
- le projet de convention est annexé à la présente délibération.
- la convention produira ses effets pendant toute la durée de construction, d'exploitation et de démantèlement du parc éolien et ce pour une durée maximale de trente-deux (32) ans pleines et entières.
- Il est précisé, par ailleurs, qu'à l'achèvement de l'exploitation, la société ferme éolienne de l'Algoux s'est engagée à remettre les lieux dans un état conforme à celui qui aura été constaté lors de l'état des lieux entrant, à ses frais et sous sa responsabilité.
- En contrepartie de ce droit consenti, la société ABO Wind Sarl versera à la commune, une redevance annuelle de quatre mille euros (4 000€).

Considérant que ce projet peut constituer un élément positif dans le développement de la commune, notamment l'intérêt qu'il représente en matière de développement local et de ressources potentielles,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **autorise** Monsieur le Maire à signer la convention d'utilisation des chemins communaux telles que présentée;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Autorisation de signature d'un acte authentique pour le passage de canalisations souterraines ENEDIS sur une parcelle communale (N° DE_2024_046)

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a autorisé ENEDIS par convention de servitudes en date du 21 Octobre 2020, à poser des canalisations souterraines sur la parcelle cadastrée section AA numéro 81 située au lieu-dit "2 rue des jardins - Le Rouget", moyennant une indemnité de 20,00 Euros.

Cette autorisation va être transcrite par acte authentique à l'étude de Maître SOURDILLE-RENAUD de Montluçon et nécessite une délibération du Conseil Municipal pour mener à bien ce dossier.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **autorise** cette mise à disposition ;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer l'acte authentique ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adhésion au groupement de commandes porté par les syndicats départementaux d'énergies. (N° DE_2024_047)

Le conseil Municipal

Vu le Code de l'Energie,

Vu le Code de la commande publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention constitutive jointe en annexe,

Considérant que le Syndicat Départemental d'Énergie de l'Ariège (SDE09), le Syndicat Départemental d'Énergie du Département de l'Aveyron (SIEDA), le Syndicat Départemental d'Énergie du Cantal (SDEC), la Fédération Départementale d'Électrification et d'Énergie de la Corrèze (FDEE 19), le Syndicat Départemental d'Énergie du Gers (SDEG), le Syndicat

Départementale d'Énergie de la Haute-Loire (SDE43), la Fédération Départementale d'Énergie du Lot (FDEL), le Syndicat Mixte d'Électrification du Gard (SMEG), le Syndicat Départemental d'Électrification et d'Équipement de la Lozère (SDEE), le Syndicat Départemental d'Énergie des Hautes-Pyrénées (SDE65), le Syndicat Départemental d'Énergie et d'Électricité du Pays Catalan (SYDEEL 66), le Syndicat Départemental d'Énergie du Tarn (SDET) et le Syndicat Départemental d'Énergie de Tarn-et-Garonne (SDE82) :

- ont constitué un groupement de commandes pour l'achat et la valorisation d'énergies, l'achat de fournitures, de services ou de travaux en matière d'efficacité énergétique dont le SDET (Syndicat Départemental d'Énergies du Tarn) est le coordonnateur ;
- qu'en leur qualité de Membres Pilotes dudit groupement, seront les interlocuteurs privilégiés des membres du groupement situés sur leur territoire respectif.

Considérant que les Membres pilotes précités souhaitent renforcer les compétences mises à dispositions des acteurs de leurs territoires en les regroupant au sein d'un groupement de commandes qui se matérialise par une nouvelle convention constitutive entre ses membres.

Considérant que cette nouvelle convention constitutive entrainera la résiliation de l'actuelle convention constitutive dans un délai de six mois à compter du terme des marchés ou accords-cadres passés dans le cadre de la convention actuelle.

Considérant que la commune de Le Rouget-Pers, au regard de ses propres besoins, a un intérêt à adhérer à ce groupement de commandes,

Etant précisé que la commune sera systématiquement amenée à confirmer son engagement à l'occasion du lancement de chaque marché ou accord-cadre passé dans le cadre du groupement pour ses différents besoins.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **Décide** de l'adhésion de la commune de Le Rouget-Pers au groupement de commandes précité.
- **Approuve** la convention constitutive du groupement de commandes jointe à la présente délibération.
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention constitutive pour le compte de la commune.
- **Prend acte** des missions dévolues aux Membres Pilotes, décrites au 5.2 de la convention constitutive et que le Membre Pilote de son département (ou le Membre Pilote auprès duquel il a été fait part du souhait d'adhésion au Groupement pour les membres dont le siège est localisé en dehors des départements des Membres Pilotes), ou par défaut le coordonnateur, demeure l'interlocuteur privilégié de la commune.
- **Prend acte** des missions dévolues au coordonnateur décrites au 4.2 de la convention constitutive et autorise notamment le coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de Le Rouget-Pers, et ce sans distinction de procédures.
- **S'engage** à régler les sommes dues aux titulaires des marchés retenus par le groupement de commandes et à les inscrire préalablement à son budget.
- **Habilite** le coordonnateur à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires des réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité ainsi que des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison de la commune de Le Rouget-Pers.

Décision modificative n°1 du budget principal (N° DE_2024_048)

Monsieur le Maire explique à l'assemblée qu'il convient de prendre une décision modificative pour permettre d'ajuster les prévisions budgétaires.

Monsieur le Maire présente les opérations modificatives et propose de les valider comme suit :

Budget principal :

- Section de fonctionnement - dépenses :
 - Chapitre 023 - virement à la section d'investissement : - 5 600,00 €
- Section de fonctionnement - recettes :
 - Chapitre 77 - article 775 - produits des cessions d'immobilisations : - 5 600,00 €
- Section d'investissement - recettes :
 - Chapitre 021 - virement de la section de fonctionnement : - 5 600,00 €
 - Chapitre 024 - produits des cessions d'immobilisations : 5 600,00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** les opérations modificatives telles que présentées ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vente des pavillons locatifs « Polygone » au lotissement de la Fontbelle: fixation du prix du terrain (N° DE_2024_0049)

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a délibéré en date du 28 juin 2019 suite à la demande formulée par un locataire pour l'acquisition du pavillon locatif « Polygone » dans lequel il réside (Place de la Fontbelle à Pers).

En effet, dans le cadre de son action en faveur de l'accession sociale à la propriété, la société Polygone souhaite proposer à la vente les pavillons locatifs sociaux aux personnes qui les occupent. De ce fait, les locataires de logements de plus de dix ans peuvent bénéficier de cette mesure.

Monsieur le Maire rappelle que ces pavillons locatifs ont été construits dans le cadre d'un bail emphytéotique signé entre la commune et la société Polygone. Lors d'une vente du pavillon par la société Polygone, la valeur du terrain est ainsi rétrocédée à la commune.

Monsieur le Maire propose de donner un avis favorable pour la vente de ces pavillons locatifs aux locataires qui en feraient la demande.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** la proposition de vente des pavillons aux locataires qui en feraient la demande ;
- **décide** de fixer le prix de vente du terrain à 14,00 €/m² ;
- **dit** que l'ensemble des frais lié à la vente seront supportés par l'acquéreur ;
- **autorise** Monsieur le Maire, ou le 1^{er} adjoint, à engager toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à la mise à œuvre de cette délibération.

Attribution des subventions 2024 aux associations (N° DE_2024_050)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors du vote du budget 2024 le montant de la subvention octroyé à chaque association n'avait pas été voté. Il propose donc que le conseil municipal attribue lors de la présente séance ces subventions.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide :

- **d'attribuer** les subventions aux associations pour l'exercice 2024 comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Associations	Montants 2024
Société de chasse	600,00
Cochonnet Rougetois	600,00
CEPE	600,00
Comité des fêtes	10 000,00
Retraite sportive	600,00
Les vieux volants	200,00
ASR	3 000,00
ACASBELLIE	600,00
GVA Laroquebrou	100,00
AAPPMA Laroquebrou	100,00
AAPPMA Châtaigneraie	300,00
Jeunes agriculteurs: tour de France	1 000,00
Boogie Woogie	1 400,00
SMHCC (Hand-ball Saint- Mamet)	300,00
TOTAL	19 400,00

- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Liquidation judiciaire établissement "La Cantine": proposition de rachat de matériels et de licence IV (N° DE_2024_051)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que Maître Martin mandataire judiciaire est chargé de la procédure de liquidation judiciaire de l'établissement "La Cantine" exploité par Mme VIAIS.

Monsieur le Maire explique que le bail avec la commune va donc être résilié. Dans le cadre de la procédure de liquidation judiciaire, Maître GOOLEN Commissaire-priseur / Commissaire de Justice a réalisé un état des lieux des biens matériels présents dans les locaux. Monsieur le Maire donne lecture de cet inventaire et explique que le matériel ainsi que la licence IV sont mis en vente.

Monsieur le Maire propose de faire la proposition de rachat suivante :

- matériels divers (cf état des lieux effectué par Maître Goolen le 14 mars 2024) pour un montant de 1 500€;
- licence IV pour un montant de 3 500 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** la proposition de rachat telle que présentée ci-dessus ;
- **autorise** Monsieur le Maire à adresser cette proposition à la SELARL MJ Martin pour le compte de la liquidation judiciaire de Mme VIAIS ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Création d'un emploi permanent à temps complet : modification intitulé de poste (N° DE_2024_052)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'un emploi permanent a été créé par délibération DE_2024_014 du 6 mars 2024 et qu'il convient d'effacer la mention "direction générale des services" et de la remplacer par "secrétariat général de mairie".

En effet, conformément à l'article L412-6 du code général des collectivités territoriales, seules les communes de plus de 2000 habitants peuvent créer des postes de direction générale des services.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **décide** de modifier l'intitulé du poste et de le remplacer par "secrétariat général de mairie" ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Création d'emploi de non titulaire (N° DE_2024_053)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément au code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité pour le bon fonctionnement des services techniques d'assurer un renfort suite au départ d'un agent, Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal de créer, un emploi d'adjoint technique contractuel à temps complet.

La rémunération est fixée sur la base de l'indice brut 371.

Le tableau des emplois des non titulaires est ainsi modifié à compter du 2 juillet 2024 :

- Emploi adjoint technique contractuel
- Ancien effectif : 1
- Nouvel effectif : 2

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **décide** de créer l'emploi tel que présenté ;
- **adopte** la modification du tableau des emplois ainsi proposée ;
- **décide** d'inscrire au budget les crédits nécessaires aux rémunérations et aux charges de l'agent nommé ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adhésion au service de remplacement du centre de gestion de la fonction publique territoriale du Cantal (N° DE_2024_054)

Vu le Code Général de la fonction publique notamment les articles L.332-23 1, L.332-23 3, L.332-13, L.332-14, L.332-8 1, L.341,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale, Considérant que pour assurer la continuité du service, il est nécessaire d'effectuer des recrutements d'agents non titulaires sur le fondement de l'article L.332-14 : pour vacance temporaire d'emploi dans l'attente de recrutement d'un fonctionnaire.

Vu les propositions de prestations de service faites par le Service Intérim du Centre de Gestion du Cantal en vue de mettre à la disposition de la mairie du personnel remplaçant pour répondre à notre besoin et vu le règlement de ce service,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **autorise** Monsieur le Maire à faire appel au Service Intérim du Centre de Gestion du Cantal en vue de recruter tout agent nécessaire au bon fonctionnement des services dans le cadre du décret n° 88-145 du 15 février 1988 susvisé.
- **dit** que les crédits nécessaires au remboursement de la rémunération, des charges et des frais de gestion tels que mentionnés au règlement du Service Intérim sont prévus au budget.
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Restauration des Rétables de l'église de Pers : choix des entreprises et demande de subventions (N° DE_2024_055)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'Eglise de Pers dispose des objets mobiliers (protégés et non protégés au titre des Monuments Historiques) suivants :

- « Retable du maître-autel, bois sculpté doré, polychrome. Marbre rose, et sa "La Crucifixion" huile sur toile, XVIIe-XVIIIe siècle », I.S.M.H. 04-07-1990, mur Est du chœur ;
- Retable et ses statues, bois doré sculpté et peint, XVIIe siècle. I.S.M.H. 20-12-1982 », mur Est de la chapelle latérale sud ;
- St Roch, statue, bois polychrome et doré, XVIIe-XVIIIème siècle, ancienne statue centrale du retable nord dédié à St Roch (œuvre non protégée au titre des M.H).

Monsieur le Maire explique à l'assemblée la nécessité d'entreprendre :

- une étude technique du retable et de sa polychromie située sur le mur Est du chœur en vue de définir les travaux de restauration -conservation ;
- des travaux de conservation-restauration avec sécurisation de l'ensemble de ces objets mobiliers.

Monsieur le Maire indique à l'assemblée qu'une consultation a été lancée afin de choisir les entreprises qui réaliseront ces travaux.

Monsieur le Maire présente le rapport d'analyse des offres et propose de retenir l'entreprise MALBREL Conservation située 7 rue Le Port 46100 CAPDENAC.

Leur offre se décompose comme suit :

- Étude du Retable du Maître d'Hôtel : 6 015,00 € HT ;
- Statut Saint-Roch : 9 918,48 € HT.

Le montant total s'élève à 15 933,48 € HT.

Monsieur le Maire propose de réajuster les plans de financement comme suit :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Montant HT	Taux
Etude Retable dans le Chœur, mur Est: année 2024	6 015,00 €	Etat - DRAC: programmation 2024	1 804,50 €	30%
		CD 15	902,25 €	15%
		Région AURA	902,25 €	15%
		Autofinancement hors mécénat	2 406,00 €	40%
Total	6 015,00 €	Total	6 015,00 €	100%

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Montant HT	Taux
Restauration statue Saint-Roch: année 2024	9 918,48 €	CD 15	3 968,00 €	40%
		Autofinancement hors mécénat	5 950,48 €	60%
Total	9 918,48 €	Total	9 918,48 €	100%

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **retient** les offres de l'entreprise MALBREL Conservation telles que présentées ci-dessus;
- **autorise** Monsieur le Maire à signer les marchés avec l'entreprise retenue ainsi que toutes les pièces nécessaires à leurs exécutions;
- **approuve** le projet d'étude et/ou de travaux, les plans de financement tels que présentés ;
- **sollicite** l'Etat pour l'obtention d'une subvention au titre de la programmation Etat-DRAC 2024 ;
- **sollicite** la Région Auvergne Rhône-Alpes pour l'obtention d'une subvention ;
- **sollicite** le Conseil Départemental du Cantal pour l'obtention d'une subvention ;
- **décide** d'inscrire les crédits au budget principal ;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Prolifération des choucas des tours (N° DE_2024_056)

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée du courrier qu'il a reçu de la part de Monsieur le Président de l'Association des Maires et des Présidents d'EPCI du Cantal (AMF 15) concernant la prolifération des choucas des tours et des nuisances qu'elle engendre.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **confirme** que les habitants se plaignent régulièrement de la présence massive de ces oiseaux, des dégâts causés aux toitures et chêneaux, des désagréments dus à la présence de fientes, de la gêne causée par les cris très matinaux et des risques d'incendie provoqués par l'entassement de bois et brindilles dans les conduits de cheminées.
- **demande** à ce qu'il puisse être autorisé des dispositifs efficaces d'effarouchement voir de destruction.
- **soutient** l'initiative de l'AMF 15 et souhaite qu'une concertation avec les services de l'Etat et le préfecture permette de mettre en œuvre des solutions efficaces pour mettre fin aux nuisances provoquées par la prolifération des choucas des tours.

Syndicat des eaux de la Fontbelle: Adhésion de la commune de Rouziers (N° DE_2024_057)

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que la commune de ROUZIERS, par délibération n°11 du 4 avril 2024, a sollicité son adhésion au Syndicat des Eaux de la Fontbelle.

Cette délibération du 4 avril 2024 ainsi que le rapport d'incidences à l'adhésion du Syndicat des Eaux de la Fontbelle du 22 mars 2024 ont été présentés au Conseil Syndical.

Vu l'article L5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales et considérant cette délibération de la commune de ROUZIERS n°11 du 4 avril 2024, ainsi que son rapport d'incidences,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** l'adhésion de la commune de ROUZIERS au Syndicat des Eaux de la Fontbelle.

Modification d'un emploi permanent : augmentation du temps de travail (N° DE_2024_058)

Conformément à l'article L 313-1 du code du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'Adjoint technique territorial de 2^{ème} classe permanent à temps non complet annualisé (28h30 hebdomadaires) en raison de l'augmentation des effectifs de l'école et de la nécessité de confectionner les repas du centre de loisirs le mercredi et durant les petites vacances scolaires,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de modifier un emploi, comme suit :

Modification du temps de travail - Nombre d'emploi concerné : 1

Objet : augmentation du temps de travail avec effet au 1er septembre 2024 :

Situation initiale	Nouvelle situation
Emploi: Adjoint technique territorial de 2 ^{ème} classe	Emploi: Adjoint technique territorial de 2 ^{ème} classe
Emploi permanent de catégorie C	Emploi permanent de catégorie C
Filière technique	Filière technique
Cadre d'emploi: Adjoint technique territorial	Cadre d'emploi: Adjoint technique territorial
Grade minimum: Adjoint technique	Grade minimum: Adjoint technique
Grade maximum: Adjoint technique territorial de 1 ^{ère} classe	Grade maximum: Adjoint technique territorial de 1 ^{ère} classe
Temps de travail: 28h30/35h00 (annualisé)	Temps de travail: 33h00/35h00 (annualisé)

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **adopter** les propositions de Monsieur le Maire;
- **modifier** le tableau des emplois en conséquence;
- **inscrire** au budget général les crédits correspondants;
- **autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Acquisition foncière : M. Curot, rue de Mazarguil (N° DE_2024_059)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée les différents débats sur l'intérêt d'acquérir la parcelle AB32 sise au 22 rue de Mazarguil, appartenant à Monsieur Charles Curot. Cette dernière est bordée sur sa partie Nord par la rue de Mazarguil et en partie Sud par la parcelle AB31 appartenant à la commune du Rouget-Pers.

En réalisant un cheminement qui traverserait cette parcelle puis celle cadastrée AB31 nous pourrions réaliser une liaison piétonnière d'un intérêt certain entre la Rue de Mazarguil et la rue du Moulin du Teil.

Après négociation, un compromis a été trouvé avec le propriétaire. Monsieur le Maire expose à l'assemblée les principaux termes de ce dernier comme suit :

- la commune acquière la parcelle cadastrée AB32, hormis le garage existant avec son accès à la rue de Mazarguil et 3 m de terrain tout autour ;
- le montant proposé pour l'acquisition est de 18 000,00 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** la proposition de Monsieur le Maire ;
- **charge** l'office notarial Rivière-Lavergne de rédiger l'acte de vente ;
- **dit** que les frais de géomètre ainsi que les frais liés à la rédaction des actes seront supportés par la commune du Rouget-Pers ;
- **autorise** Monsieur le Maire, ou Monsieur le premier adjoint, à signer tous les documents et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Mise à disposition d'un local commercial: signature du bail LRP Optique (N° DE_2024_060)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune est propriétaire d'un local commercial entièrement réhabilité et situé au rez-de-chaussée d'un immeuble situé au 32 bis avenue de 15 septembre 1945.

Monsieur le Maire indique que les gérants de la société LRP Optique ont sollicité la commune pour installer un magasin d'optique.

Aujourd'hui les travaux sont en cours d'achèvement. Afin de pouvoir mettre ce bâtiment à disposition des futurs exploitants Monsieur le Maire propose de conclure un bail commercial avec eux.

Les principales caractéristiques de ce bail seront les suivantes :

- bail commercial d'une durée de 9 ans à compter de la date d'entrée dans les locaux ;
- les locaux seront destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce pour l'exercice d'exploitation d'un magasin d'optique et toutes activités pouvant s'y rattacher ;
- loyer mensuel de 648,00€ HT (72m² x 9,00 € HT/m²) hors charges locatives, impôts et taxes, payable mensuellement et d'avance le 1^{er} de chaque mois ;
- ledit loyer sera révisable annuellement à la date anniversaire du bail en fonction de la variation de la valeur de l'indice des loyers commerciaux (ILC) ;
- le locataire versera un dépôt de garantie d'un montant de 1 296,00 € représentant 2 mois de loyer ;
- le loyer sera exigible à compter de la date d'entrée dans les locaux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** la proposition de Monsieur le Maire ;
- **charge** l'office notarial Rivière-Lavergne de rédiger le bail ;
- **dit** que les frais liés à la rédaction du bail seront supportés par le futur locataire ;
- **autorise** Monsieur le Maire, ou Monsieur le premier adjoint, à signer tous les documents et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Mise à disposition d'un local commercial : signature du bail GROUPAMA (N° DE_2024_061)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune est propriétaire d'un local commercial entièrement réhabilité et situé au rez de chaussée d'un immeuble situé au 32 bis avenue de 15 septembre 1945.

Monsieur le Maire indique que la société GROUPAMA a sollicité la commune pour y installer une agence.

Aujourd'hui les travaux sont en cours d'achèvement. Afin de pouvoir mettre ce bâtiment à disposition des futurs exploitants Monsieur le Maire propose de conclure un bail commercial avec eux.

Les principales caractéristiques de ce bail seront les suivantes :

- bail commercial d'une durée de 9 ans à compter de la date d'entrée dans les locaux ;
- les locaux seront destinés à l'exploitation d'un fonds de commerce pour l'exercice d'exploitation d'une agence d'assurances et toutes activités pouvant s'y rattacher ;
- loyer mensuel de 1 431,00€ HT (159m² x 9,00 € HT/m²) hors charges locatives, impôts et taxes, payable mensuellement et d'avance le 1^{er} de chaque mois ;
- ledit loyer sera révisable annuellement à la date anniversaire du bail en fonction de la variation de la valeur de l'indice des loyers commerciaux (ILC) ;
- le locataire versera un dépôt de garantie d'un montant de 2 862,00 € représentant 2 mois de loyer ;
- le loyer sera exigible à compter de la date d'entrée dans les locaux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **approuve** la proposition de Monsieur le Maire ;
- **charge** l'office notarial Rivière-Lavergne de rédiger le bail ;
- **dit** que les frais liés à la rédaction du bail seront supportés par le futur locataire ;
- **autorise** Monsieur le Maire, ou Monsieur le premier adjoint, à signer tous les documents et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Création d'un poste d'adjoint d'animation 2ème classe (N° DE_2024_062)

Monsieur le Maire expose que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Monsieur le Maire explique que la création d'un poste d'animateur est devenue nécessaire pour la cantine, l'accompagnement des enfants en classe, l'aide aux devoirs, la surveillance de la garderie ainsi que l'animation des temps d'activités périscolaires.

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal de créer un emploi d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe permanent à temps **annualisé** non complet à raison d'une durée hebdomadaire de service de 19/35^{ème}.

Le tableau des emplois est ainsi modifié à compter du 1^{er} Septembre 2024 :

- Filière animation ;
- Cadre d'emploi des adjoints territoriaux d'animation (catégorie C) ;
- Grade : adjoint d'animation de 2^{ème} classe ;
- Ancien effectif : 2
- Nouvel effectif : 3

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, décide :

- **de créer** le poste tel que présenté ;
- **d'adopter** la modification du tableau des emplois ainsi proposée ;
- **d'inscrire** au budget les crédits correspondants ;
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Personnel : contrats CUI/CAE (N° DE_2024_063)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'Etat accompagne l'insertion professionnelle en attribuant une aide financière à l'employeur qui, en contrepartie, doit obligatoirement mettre en place des actions d'accompagnement et de formation.

Cette aide peut représenter jusqu'à 50% du taux du SMIC plafonné à 26 heures hebdomadaires.

L'employeur doit également désigner un tuteur parmi les salariés qualifiés et volontaires pour assumer cette fonction.

Le contrat unique d'insertion ou le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI / CAE) font l'objet d'un accompagnement en quatre phases :

- Diagnostic du prescripteur,
- Entretien tripartite réunissant le prescripteur, l'employeur et le futur salarié au moment de la signature de la demande d'aide qui doit permettre la formalisation des engagements,
- Suivi pendant la durée du contrat,
- Entretien de sortie avant la fin du contrat.

Les contrats CUI/CAE prennent la forme d'un contrat à durée déterminée d'une durée de 9 mois renouvelable pour une période de six mois.

Au sein de la commune, deux postes pourraient être éligibles aux contrats CUI/CAE afin d'exercer les fonctions d'adjoints techniques polyvalents à l'école.

Le conseil municipal, après avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- **décide** de recruter deux Agents en contrats CUI/CAE pour assurer les fonctions d'adjoints techniques polyvalents à l'école à hauteur maximale de 26/35^{ème} hebdomadaires chacun (temps non complets annualisés) pour une durée déterminée de 9 mois renouvelables 6 mois à compter du 1^{er} octobre 2024;
- **d'inscrire** au budget les crédits correspondants;
- **autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Zonage "France ruralités revitalisation" - Exonérations de fiscalité directe locale.

Délibération : ajournée

Acquisitions foncières : propriétés Toulzac et Selinge.

Délibération : ajournée

Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables.

Délibération : ajournée

GILLES COMBELLE
Président de séance

Didier GOUZOU-THEODORE
Secrétaire de séance